

## Burundi : Agathon Rwaswa nie toute responsabilité dans le massacre de Gatumba

RFI, 21 août 2014 Agathon Rwaswa : « Je ne suis pas responsable de l'attaque de Gatumba » Il y a dix ans, un camp de réfugiés congolais banyamulenge a été attaqué avec une violence inouïe. Le bilan : plus de 160 morts et depuis, ce sont les Forces nationales de libération (FNL) à sous le commandement d'Agathon Rwaswa qui sont responsables. Ce fut encore le cas la semaine dernière lors des commémorations de ce massacre. L'invité africain du matin est Agathon Rwaswa [Photo], ancien chef rebelle devenu opposant politique. Il répond aux questions de Sonia Rolley depuis Bujumbura avec l'assistance technique d'Esdras Ndikumana.

RFI : Dix ans après le massacre du camp de réfugiés congolais banyamulenge de Gatumba tout près de Bujumbura au Burundi, les organisations de victimes et de défense des droits de l'homme comme Human Rights Watch déclament fin de l'impunité. La responsabilité des FNL, à l'époque sous votre commandement, est pointée du doigt. Etes-vous responsable de cette attaque contre le camp de réfugiés banyamulenge ? Agathon Rwaswa : Moi, je ne suis pas responsable de cette attaque et même les Forces nationales de libération (FNL) ne peuvent pas être accusées d'une faute globale. Si un ou l'autre avait trempé dans ce genre de chose, il doit en répondre personnellement. Alors pourquoi votre porte-parole Pasteur Habimana l'a revendiqué au nom de votre mouvement sur des radios nationales et internationales à l'époque ? Il a revendiqué, c'est lui qui peut s'expliquer sur ses mobiles puisque, après tout, pas consulté pour dire ce qu'il a dit. Il l'a dit de son propre chef. Mais vous-même, vous l'avez interrogé sur ce qu'il a dit ? Je ne l'ai pas interrogé de façon formelle. Cependant l'instrumentalisation de cela, de la justice, c'est à qui un tout petit peu accablé puisqu'il y a beaucoup de choses qui se sont passées dans ce pays. Et par ce dossier-là, je dois vous signaler que, par exemple, l'année dernière au mois de mars ou avril, il y a un groupe de Banyamulenge qui a écrit au secrétaire général des Nations unies, demandant justement que justice soit faite et ils ne m'incriminent pas du tout. Donc que ce soit Human Rights Watch, que ça soit qui que ce soit, il serait plus intéressant [qu'ils fassent] des enquêtes, sans toute partialité, et qu'ils établissent les responsabilités et qu'ils condamnent l'autre. Mais il y a eu des enquêtes à l'époque. Il y a eu un rapport des Nations unies, il y a eu justement un rapport de Human Rights Watch. Et ce sont ces rapports qui vous ont incriminé à l'époque ! Ils incriminent ce que moi je n'ai pas été sur les lieux, je n'ai pas commandité ce qui s'est passé. Comment est-ce qu'on vous a mis ce chapeau ? Gatumba n'est pas le seul crime commis à l'époque, à l'époque de la guerre. Que pensez-vous de la Commission vérité et réconciliation et êtes-vous prêt à collaborer ? Les incidents qui se sont passés durant toute la période de guerre, effectivement, sont nombreux. Il serait beaucoup plus judicieux de considérer tous les protagonistes dans ce conflit et ne pas être sectaire, et seulement regarder du côté FNL. Que ce soient ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui, que ce soient ceux qui étaient au pouvoir avant eux, tout le monde a été dans ce sale décor. Maintenant parler de la Commission vérité et réconciliation, quelque part la faute dont on procède, laisse désespérer. La guerre qui a secoué le Burundi a touché chaque citoyen. Comment est-ce que maintenant le seul parti au pouvoir veut occuper la situation ? Ne va-t-on pas assister à une Commission vérité et réconciliation faite pour dédouaner le CNDD-FDD [Conseil national pour la défense de la démocratie - Force de défense de la démocratie, parti au pouvoir] et pour incriminer les autres, histoire de barrer la route à quiconque prétendrait aller dans la liste dans les élections prochaines. Parlons de la lutte politique. Vous avez renoncé à la lutte armée. Vous êtes aujourd'hui opposant politique. Mais votre parti le FNL est divisé en deux. Une branche seulement a été reconnue par le gouvernement, mais pas la vraie. Une réconciliation est-elle possible entre les deux branches du FNL ? La réconciliation est belle et bien possible, seulement l'appât du gain ou les intérêts de ceux qui sont dans les bonnes mains du pouvoir peut-être handicapent ce processus-là. Mais je me dis qu'un politicien averti devrait se passer des offres ou des avantages qu'il peut croire être les siens aujourd'hui, que je m'imagine que le décor politique en 2015 aura été quelque chose d'autre. Si votre parti n'est pas prêt à compter vous faire campagne quand même en 2015 ? Nous sommes déterminés à aller aux élections. Bientôt c'est l'engagement des électeurs. Nous devons nous faire entendre et quand il faudra présenter les listes dans différents scrutins, nous devons absolument confectionner les listes et participer pleinement aux élections. Ça veut dire que vous serez vous-même candidat à la présidentielle ? Je ne saurais pas dire que je le serai parce que ça, c'est d'actualité par les autres. Mais si jamais on me le propose, pourquoi est-ce que je ne le ferais pas ? Quelque soit le candidat, que ce soit vous ou quelqu'un qui aura été désigné par vos membres, il aura deux semaines de campagne électorale. Est-ce que ce n'est pas un problème pour pouvoir mener une campagne que de n'avoir que deux semaines ? Deux semaines, c'est très peu et je crois que le pouvoir le fait sciemment. Le CNDD-FDD veut monopoliser le terrain et il empêche les autres formations politiques et les autres candidats potentiels de faire leur travail de terrain chaque jour, chaque semaine, chaque mois. Il n'hésite pas à utiliser sa jeunesse pour rassurer les uns et les autres. C'est dommage que ça soit ainsi alors qu'on a convenu qu'on va tout régler par le dialogue et qu'on accepte le multipartisme comme système politique. Donc le moindre, c'est qu'on puisse respecter les règles du jeu. J'interpelle au sein du CNDD-FDD et le pouvoir en place pour justement faire leur cette idée-là que, en démocratie on a droit à la différence et que cette différence qu'on pourra avoir quelque chose qui fasse avancer notre pays. Ça veut dire que de votre point de vue le parti au pouvoir ne respecte pas les accords d'Arusha et les accords subsidiaires ? En quelque sorte, oui. Il y a le verbe et malheureusement il y a les faits qui contredisent cette adhésion aux accords d'Arusha et aux accords subsidiaires. Sonia Rolley